

Entretien complet paru dans *LA VIE* du 7 mai 2020 dans le cadre du dossier « Liberté, scolarité, inégalités – De la crise sanitaire à la fracture éducative »

« La relation école et familles sera à revisiter »

La continuité pédagogique a bouleversé l'enseignement et n'a pu réduire la fracture entre les élèves. Quelles leçons en tirer ? Une remédiation est-elle possible ? Interview de Philippe Meirieu, spécialiste de la pédagogie et des sciences de l'éducation.

La réouverture des écoles est prévue à partir du 11 mai de manière progressive. N'est-ce pas prématurée ?

Peut-être le Président aurait-il dû surseoir à cette décision afin de consulter plus largement sur la faisabilité technique de la mesure. Rouvrir les écoles en laissant les restaurants, cinémas et musées fermés, est fort maladroit. Les personnels de l'Education craignent que l'on utilise les enfants pour organiser l'immunité collective en les mettant en danger. Néanmoins, attendre septembre eut aussi été problématique, notamment pour les élèves les plus défavorisés et ceux qui ne supportaient plus la solitude ou leur situation familiale. La situation était inextricable...

Le Président a justement évoqué cette décision comme un enjeu social. Après trois semaines de confinement, le ministre avait estimé entre 5 à 8 % le nombre d'élèves qui n'avaient pu être contactés par leurs enseignants...

Cette fourchette approximative masque une réalité encore plus dramatique. Dans certains lycées professionnels, par exemple, où les élèves sont supposés travailler en atelier ou en stage, le taux s'élèverait à plus de 60 % ! La situation est aussi préoccupante pour les élèves en difficulté au primaire ou en collège, les élèves en situation de handicap dans les Ulis, ceux qui sont scolarisés dans les Segpa (sections d'enseignement général et professionnel adapté). Leur raccrochage sera très compliqué.

Plus compliqué qu'après deux mois de vacances ?

Du point de vue des apprentissages, l'hétérogénéité sera très forte. Certains jeunes auront traversé une période particulièrement délicate, dans des logements réduits et des situations familiales compliquées, parfois sans ordinateur. Je pense aussi aux élèves présentant des troubles cognitifs sévères pour lequel le présentiel est indispensable. En réalité, cette crise pointe nos défaillances et met en évidence les différences sociales, économiques et culturelles qui pèsent sur la réussite. Un des problèmes essentiels réside dans le rapport au langage, tant à l'oral qu'à l'écrit : il est très hétérogène selon les familles et détermine l'entrée dans la culture scolaire. De plus, certains enfants n'ont pas intégré les codes scolaires. Ils ne comprennent pas les consignes. Comment peuvent-ils y arriver sans le soutien de parents qui, eux-mêmes, ont été scolarisés dans de bonnes conditions ? Ces derniers, spontanément, expliquent à leur enfant ce qu'on attend de lui : « Commence par le plus difficile... », « Tu as compris la consigne ? », « Reformule ce que tu crois savoir... », etc. Sans ce soutien, réussir n'est pas évident. Malgré l'investissement colossal des enseignants, les élèves en rupture avec la culture scolaire ont peiné à tenir le rythme.

D'où les malentendus et les tensions entre l'école et certains parents...

Il ne faut pas oublier qu'en France l'institution scolaire s'est créée en rupture avec la culture familiale représentée par « le patois, la religion, la superstition, l'hérédité des privilèges », tandis que l'Etat incarnait la langue nationale, la raison, la science, l'égalité des chances. Entre les familles et l'école nous avons construit une culture de la méfiance et la co-éducation, pourtant inscrite dans les textes, n'est pas vraiment encore entrée en vigueur. On suspecte toujours plus ou moins les parents d'être intrusifs ou démissionnaires ! La réalité, c'est que les parents les plus aisés s'en sortent toujours mais, que les familles les plus éloignées de l'école ne savent pas vraiment comment aider leurs enfants.

Est-il encore possible de rebattre les cartes, d'ici à la fin de l'année, pour les enfants en difficulté ?

Il faut distinguer les élèves en difficulté et les élèves en rupture. Le rattrapage est bénéfique pour les élèves moyens et appliqués qui veulent s'en sortir. Il conviendra donc plus aux filles car on sait que, dans les milieux défavorisés, les garçons ont une image plus négative du travail scolaire et estiment que se soumettre aux injonctions de l'école, c'est sacrifier leur virilité. Pour eux et tous les élèves qui ont gravement décroché, donner davantage d'heures et d'exercices n'est pas forcément la panacée. Un travail de réconciliation approfondi avec l'école et les savoirs est nécessaire. Cela suppose toute une inventivité pédagogique.

Quelle serait-elle ?

Elle ne donnerait pas seulement « plus » mais « mieux » à ceux qui ont moins : un environnement architectural et culturel de plus grande qualité, des situations plus riches et stimulantes, des projets mobilisateurs. Avec la construction d'un collectif solidaire et un accompagnement personnalisé. Tout cela requiert une interaction fine, des propositions originales, une capacité d'adaptation et une grande exigence à la fois. C'est ce que l'on trouve dans les pédagogies actives et coopératives, dans l'esprit d'un Don Bosco, d'un Célestin Freinet d'une Maria Montessori ou d'un Paulo Freire. Ces pédagogies, qui devraient évidemment

bénéficier à tous, permettent à ceux et celles qui restent au bord du chemin de retrouver la confiance en eux, le goût du savoir et le sens de l'effort ; elles l'embarquent dans un projet où il prend des responsabilités qui lui permettent d'apprendre. Car il n'est pas possible de supposer que tous les élèves sont spontanément motivés et autonomes. La motivation et l'autonomie sont des objectifs de l'enseignement et non des préalables.

Quelles sont les leçons à tirer de cette crise ?

Finalement, cette crise sanitaire a révélé les inégalités dont nous nous étions accommodées. Elle a révélé une fracture plus profonde et radicale pour laquelle nous n'avons encore trop peu de réponses. Espérons qu'on ne puisse plus faire désormais « comme si de rien n'était ». Ce confinement aura réhabilité le rôle de l'enseignant, montré son engagement et la nécessité d'une véritable interaction pédagogique. Il aura aussi souligné l'enjeu de la dimension collective de l'institution : l'école ouvre à l'altérité, ce que le cocon familial ne peut pas toujours offrir. On ne va pas seulement à l'école pour apprendre, mais pour apprendre ensemble, avec d'autres qui ne nous ressemblent pas et avec qui on va, pourtant, accéder à des savoirs communs.

Vous soulignez également l'enjeu de l'alliance entre l'établissement et les parents, connu comme facteur de réussite.

En effet, cette crise a mis en évidence l'importance de la relation l'école et les familles, qui sera entièrement à revisiter, notamment à l'égard des plus éloignées de la culture scolaire. La France est l'un des rares pays où le statut de professeur principal dans l'enseignement secondaire n'est pas valorisé. Il n'a ni décharge horaire, ni bureau pour recevoir les parents, ni téléphone professionnel. Or c'est lui qui est particulièrement chargé de maintenir le contact avec les parents d'élèves. Lui donner les moyens d'exercer vraiment sa mission aurait certes un impact financier, mais cet investissement serait une économie à long terme au regard du coût social de l'échec scolaire.

Propos recueillis par Stéphanie Combe